

Impacts du confinement sur l'activité des hébergements du Tourisme Social et Solidaire pour la période de mars à octobre 2020



La crise sanitaire entraînée par la COVID-19 a provoqué, en mars 2020, un confinement total de la population et l'arrêt d'une grande partie des activités sur le territoire français. Bien que la levée du confinement ait été actée le 11 mai 2020, la crainte de la reprise de l'épidémie pendant la saison estivale a impacté le secteur du tourisme.

L'enquête annuelle de l'UNAT a exceptionnellement bénéficié d'un questionnaire supplémentaire portant sur l'effet de la crise sanitaire sur l'activité des établissements du secteur de mars à octobre 2020. Grâce à un grand nombre de répondants, nous sommes donc en mesure d'estimer l'impact global de cette crise sur le secteur qui regroupe notamment villages vacances, hôtels, résidences de tourisme, auberges de jeunesse et centres de vacances qui agissent dans le champ de l'Économie Sociale et Solidaire.

Effets massifs du confinement et reprise en demi-teinte de l'activité

Sur la période de mars à octobre les pertes totales estimées du Tourisme social sont estimées entre 490 et 500 millions d'euros. Cela représente entre 41 et 42% du chiffre d'affaires global de l'année 2019. La moyenne des pertes par établissement nous permet d'estimer une perte de 44% de l'activité suite à la crise sanitaire.

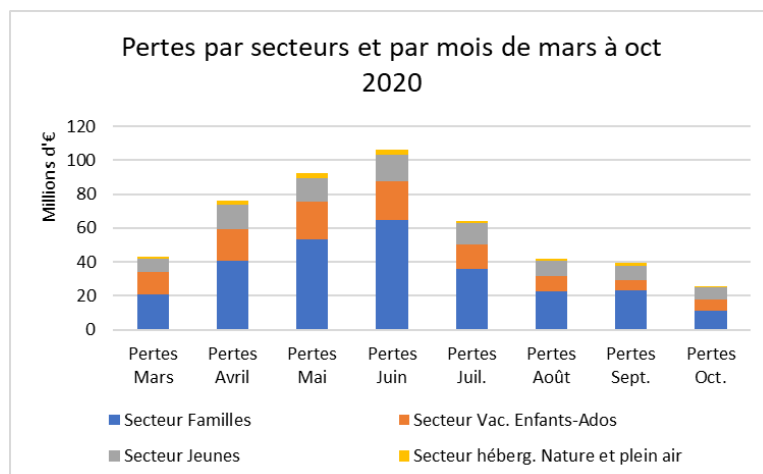
Le seul mois de juin représente plus de 1/5^{ème} du total des pertes estimées avec une perte de 106 millions d'euros. Si nous prenons également en compte le mois de mai, qui enregistre une perte de 92 millions d'euros, c'est plus de 40% du total des pertes qui est concentré sur ces deux seuls mois.

Si le pic de juin, pour de nombreuses raisons¹, marque la fin de la dynamique négative de l'activité touristique, les pertes restent tout de même importantes représentant plus de 35% des pertes totales sur la période de mars à octobre.



Rappel des Chiffres clés 2019

¹ Si le contexte sanitaire n'était pas favorable au départ en vacances, de nombreuses personnes et familles ont également dû reporter leurs séjours pour des raisons tant professionnelles qu'économiques.

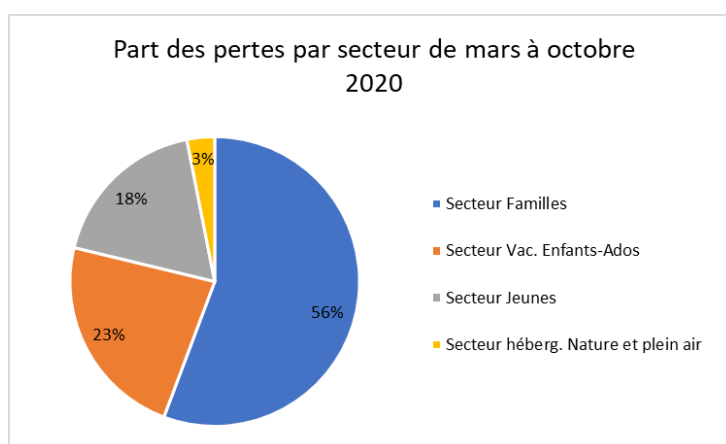


Des secteurs touchés par la crise sanitaire à proportion de leur importance

Parmi les différentes familles d'établissements, c'est le secteur Familles², secteur le plus importants du Tourisme social, qui concentre le plus de pertes. Cette part s'élève à 56% du total des pertes sur la période mars-octobre et représente plus de 272 millions d'euros. Vient ensuite le secteur Vacances Enfants-Ados³ avec un montant de 113 millions de pertes, puis le secteur Jeunes⁴ avec 89 millions de pertes et enfin le secteur des hébergements nature et plein air⁵ avec 15 millions d'euros de pertes.

Pour ce dernier secteur, il est important de noter que nous ne disposons que d'informations partielles et ne pouvons donc mesurer correctement les pertes réelles de ce secteur.

Si l'ensemble des secteurs semblent marquer leur pic de pertes à partir de juin, le secteur Jeunes est celui qui se rétablit le moins vite. C'est également le secteur dont les établissements subissent, en moyenne, les pertes les plus importantes par rapport à leur activité 2019, une baisse de près de 52%.



² Secteur Familles : Villages Vacances, Hôtels/Résidences et Maisons familiales

³ Secteur Vacances Enfants-Ados : Centres de vacances

⁴ Secteur Jeunes : Auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour et centre sportifs

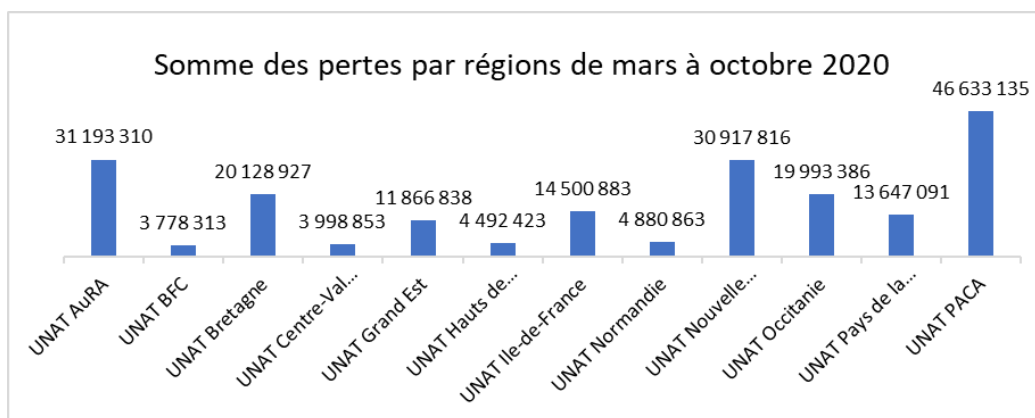
⁵ Secteur hébergements nature et plein air : Gîtes, campings et refuges

Des conséquences partout sur le territoire métropolitain, mais inégalement réparties

Si, en moyenne la perte nationale est estimée entre 41 et 42% du chiffre d'affaires 2019, cette perte semble être inégalement répartie entre les différentes régions métropolitaines.

En se basant sur les déclarations des répondants, les régions Normandie et Centre-Val de Loire enregistreraient, en proportion de leur chiffre d'affaire 2019, les pertes les plus importantes, respectivement 56 et 55%.

En valeur, ce sont logiquement les régions les plus représentées au sein de l'UNAT qui enregistrent les pertes les plus importantes, c'est-à-dire : Sud-Provence Alpes Côte d'Azur, concentrant 19% des pertes nationales, la région Auvergne Rhône Alpes, 17% des pertes, la région Nouvelle-Aquitaine, 14% des pertes et enfin la région Grand-Est avec 12% des pertes nationales.



Il est nécessaire de noter que la part des pertes des régions Sud-PACA et Grand-Est est plus importante que la part de leur chiffre d'affaires dans l'activité nationale ce qui traduit donc un effet de la crise sanitaire plus important pour ces deux régions. Ces dernières ayant été, pour l'une, un des premiers foyers de contamination important et, pour l'autre, une zone frontalière du voisin italien, pays touché plus durement et plus tôt par l'épidémie, cela peut permettre d'expliquer en partie l'effet amplificateur des pertes du secteur.

Limites et contextualisation de l'enquête

L'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air (UNAT) a été créée en 1920 et reconnue d'utilité publique en 1929. Tête de réseau du [Tourisme Social et Solidaire](#), l'UNAT rassemble, représente et défend les principaux acteurs touristiques à but non lucratif engagés en faveur du départ en vacances du grand nombre.

Les données utilisées dans cette note ont été obtenues lors de l'enquête annuelle UNAT Observations portant sur l'état économique des structures du Tourisme Social et Solidaire. La passation qui normalement se déroulait en début d'année a été reportée du fait de la crise sanitaire liée au COVID-19 sur la période allant de juin à octobre 2020.

L'obtention de taux de retours très satisfaisants, bien qu'inférieurs aux années précédentes, masque cependant des disparités parmi les différents types d'établissements répondants.

Structurellement, de nombreux établissements (campings, gîtes, centres sportifs, refuges, maisons familiales), notamment les plus petits, ont fait face à un cumul de difficultés : manque de personnel, tenue difficile de la comptabilité ainsi que des démarches administratives et des tâches encore peu informatisées. Ces établissements bénéficient en outre d'une aide bénévole conséquente qui s'est avérée difficilement accessible.

Cela explique donc la faiblesse de réponses de la part de ces établissements, et bien qu'elles soient vérifiées les UNAT en région ou au national, il est nécessaire de prendre ces données avec précaution.

Plus généralement, le télétravail, le chômage partiel ainsi que les fermetures administratives des établissements de tourisme ont rendu la collecte plus difficile, il faut donc tenir compte du fait que, parmi les répondants, il y ait une surreprésentation des établissements ayant une organisation et un personnel plus important. Il est également probable que les établissements en plus grande difficulté n'aient pas pris le temps de répondre à notre enquête pour des raisons évidentes de priorité.